Le périmètre du Financial Services and Markets Act

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le Financial Services and Markets Act 2022 a renforcé les pouvoirs de sanction de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) sur trois points importants pour les actifs numériques. Il a créé le régime harmonisé d'interdiction d'exercer décrit plus haut. Il a habilité la MAS à adresser des injonctions et à imposer des exigences en matière de gestion des risques technologiques à toute institution financière et à des catégories déterminées de personnes, les violations étant passibles de sanctions civiles pouvant atteindre 1 million de S$. Enfin, il a créé, dans sa partie 9, le régime de licence des prestataires de services de jetons numériques (digital token service providers) qui servent exclusivement une clientèle étrangère. Son entrée en vigueur le 30 juin 2025 a donné lieu aux premières mesures significatives de contrôle du périmètre dans ce secteur.[1]

Cette entrée en vigueur a été précédée d'une déclaration de la MAS du 6 juin 2025. Celle-ci indiquait qu'aucune période transitoire ne serait accordée, que les licences ne seraient octroyées que dans des circonstances extrêmement limitées et que les entités qui ne pourraient obtenir de licence devaient cesser l'activité réglementée à l'échéance. Plusieurs dizaines d'entités, dont bon nombre de sociétés d'exploitation

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

ou de holding constituées à Singapour pour des plateformes d'échange offshore, se sont restructurées en transférant l'activité dans un autre pays, en dissolvant l'entité singapourienne ou en relocalisant leur personnel. La MAS n'a publié aucune liste des entités concernées et n'a engagé aucune poursuite médiatisée au cours de la première année. Elle s'est toutefois servie du régime pour exiger des entités qu'elles démontrent ne plus fournir de services de jetons numériques depuis Singapour. L'historique de cette politique et les réponses structurelles sont exposés dans la partie K, chapitre V et dans la partie P, chapitre IV.[2]

Perspective singapourienne

Un groupe suisse dont la filiale singapourienne fournit des services aux clients non singapouriens du groupe doit se demander si cette filiale fournit un « digital token service » depuis Singapour au sens de la partie 9. La réponse dépend du lieu où le service est fourni, que la MAS détermine en fonction du lieu où se trouvent les personnes et les systèmes qui le fournissent. Une société singapourienne qui emploie l'équipe de conformité et les ingénieurs d'une plateforme d'échange zougoise servant des clients européens fournit, selon la lecture de la MAS, un digital token service depuis Singapour à des personnes situées hors de Singapour. Elle a donc besoin d'une licence qu'elle a peu de chances d'obtenir. Les solutions pratiques consistent à transférer les fonctions réglementées à Zoug et à ne conserver que des fonctions de support à Singapour, à obtenir une licence au titre du Payment Services Act (PSA) et à servir également des clients singapouriens, ou à fermer l'entité singapourienne. Les groupes qui ont choisi la première voie en 2025 devraient documenter soigneusement la répartition des fonctions, car la MAS a demandé cette documentation.

Notes

1. Financial Services and Markets Act 2022, parties 3, 5 et 9, Singapore Statutes Online. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. MAS, « Response to feedback received on proposed regulatory approach for digital token service providers under the Financial Services and Markets Act 2022 », 30 mai 2025, et précisions du 6 juin 2025. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com